

limite aux questions à caractère éducatif, scientifique et culturel. C'est pourquoi le gouvernement du Canada déplore publiquement la fréquence des discussions politiques à l'Unesco et l'introduction de questions qui sortent du cadre de ses objectifs proprement dits.

Problèmes financiers

«Au sein de l'Unesco même, nous avons marqué notre désaccord à ce sujet et souligné notre ferme conviction que ces résolutions d'inspiration politique, loin de produire les résultats escomptés, pourraient bien menacer l'efficacité de l'Organisation. J'estimais toutefois que notre réaction devait être mesurée et constructive, et qu'en prenant des mesures plus radicales, nous ne servirions ni les intérêts du Canada ni ceux de l'Unesco. Je suis persuadé que nous avons agi comme il se devait, compte tenu de notre désir de ne pas remettre en question les autres programmes apolitiques valables de l'Unesco. En tant que membre conscient de ses devoirs, le Canada continue de verser ses contributions à temps, conformément au Règlement financier de l'Organisation. Mais comme les États membres ne manifestent malheureusement pas tous le même empressement, l'Unesco est présentement aux prises avec de sérieux problèmes financiers.

«Le directeur général, M. M'Bow, demandait aux États membres, l'automne dernier, de consentir à l'Unesco des prêts sans intérêt. Le Canada ne pouvait accéder à sa demande avant d'avoir exploré à fond d'autres mécanismes de financement, prêts commerciaux y compris, par lesquels tous les États membres devraient contribuer à résoudre les problèmes financiers de l'Organisation dans la mesure de leurs moyens. Compte tenu des circonstances, le premier ministre a donc suggéré au Secrétaire général d'envisager d'autres solutions, de comprimer les dépenses de l'Organisation et d'encourager tous les États membres à verser leur contribution le plus tôt possible.

Pourquoi le Canada s'est retiré de la réunion sur les media

«Cela dit, certains se demandent peut-être si la décision prise par le Canada de se retirer de la réunion d'experts — sur les organes d'information — qui

s'est tenue à Paris en décembre dernier n'indique pas, de fait, un certain durcissement de la position canadienne envers l'Unesco. Permettez-moi de vous assurer que notre décision dans ce cas, ne visait nullement l'Organisation elle-même. Vous savez qu'à l'Assemblée générale des Nations Unies, le gouvernement du Canada et les Canadiens en général se sont vigoureusement opposés à l'adoption de la résolution assimilant le sionisme au racisme. Lorsque la réunion d'experts de l'Unesco a décidé de mentionner explicitement cette résolution dans son programme d'action et de faire la source d'oreille à nos protestations ainsi qu'à celles d'autres pays, il ne nous restait plus qu'à nous retirer. Nos représentants n'ont toutefois quitté la réunion qu'après avoir énoncé clairement nos objections, qui étaient aussi celles de toutes les nations occidentales. Dans des circonstances analogues, nous aurions adopté la même attitude à toute autre réunion d'experts d'une quelconque institution des Nations Unies. Toutefois il me faut ajouter que le fait de revenir continuellement sur la résolution touchant le sionisme, dans certains milieux de l'Unesco, n'encouragera certes pas le Canada à soutenir certains de leurs programmes.

«...L'importance de l'Unesco en tant qu'organisation internationale est soulignée par le rôle qu'elle est appelée à jouer dans l'application d'un certain nombre de dispositions de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le gouvernement est d'avis que ce document, qui a été signé le 1er août 1975 par le premier ministre Trudeau et les chefs de gouvernement des États-Unis et de trente-trois États européens, a enclenché un mouvement allant vers une amélioration générale des futures relations Est-Ouest. En demandant aux États participants de réduire les obstacles qui existent entre eux concernant la circulation des personnes, des idées et des cultures, le document désigne expressément l'Unesco comme étant un organe susceptible d'oeuvrer en ce sens.

«Je suis heureux de pouvoir dire que le Canada a joué un rôle de premier plan à la conférence. Ce faisant, nous avons raffermi notre engagement à l'égard de la culture européenne, source principale de notre héritage, et

contribué à l'obtention des avantages politiques que ce document assure à notre pays et à l'Europe. Je mentionnerai, entre parenthèses, que le Canada suit de près les résultats de la conférence.

«En tant qu'organisation bien établie et dotée d'un Groupe régional qui s'occupe des questions européennes auxquelles le Canada entend s'intéresser activement, l'Unesco peut apporter une contribution durable à la cause de la compréhension et de la confiance entre les gouvernements et les peuples. Chacun des programmes qu'elle entreprend et chacune des conférences qu'elle parraine constituent un nouveau pas sur la voie de la consolidation des liens de coopération que l'Accord d'Helsinki cherche à promouvoir. Les gens qui comme vous, consacrent leur temps et leurs efforts au succès d'une organisation comme l'Unesco renforcent notre espoir commun de voir un monde meilleur...

Les problèmes financiers

«...Pour ce qui est de l'avenir, nous commençons déjà à nous préparer à la Dix-neuvième Conférence générale qui doit se tenir à Nairobi, au Kenya, du 25 octobre au 30 novembre prochains. Point n'est besoin d'insister sur le fait que les contraintes financières auxquelles nous sommes soumis nous obligeront à y envoyer une délégation moins importante, mais non moins efficace, que lorsque les Conférences générales se tiennent au siège, à Paris. Je suis sûr que vous approuverez notre décision.

«Mon ministère, en collaboration avec d'autres organismes publics intéressés et la Commission canadienne pour l'Unesco, entreprendra bientôt l'étude des documents dans lesquels l'Unesco définit la planification de ses programmes à court et à long terme, ainsi que ses ressources et besoins financiers...

«Étant donné notre préoccupation, au sujet des problèmes financiers de l'Unesco, je puis vous assurer que la délégation canadienne scrutera le budget attentivement...

«Je suis, tout comme vous, fier que le Canada soit toujours parmi les premiers États membres de l'Unesco à verser sa contribution annuelle. Grâce à votre concours actif et fécond, nous sommes également fiers d'appuyer notre contribution financière par une participation sincère aux activités de l'Unesco.»